



Démocratie européenne: Mario Monti pour un langage cohérent sur l'Europe

Europolitique, 1 février 2013

L'Europe est plus démocratique qu'on ne le pense, mais elle ne l'est pas encore assez. Ce n'est toutefois pas en politisant la Commission qu'elle le deviendra. Tel est le message délivré par l'eurodéputée Sylvie Goulard (ADLE, France) et Mario Monti, Premier ministre italien qui a fait une pause dans sa campagne électorale pour présenter à un public conquis le 30 janvier à Bruxelles leur livre, « De la démocratie en Europe ».

Plus démocratique qu'on ne le pense parce que le Parlement européen a pu destituer en 1999 la Commission de Jacques Santer après avoir perdu sa confiance, explique M. Monti. Parce que le Parlement soumet les commissaires à un examen préalable écrit et oral, qui n'est pas qu'une formalité, ajoute-t-il.

MISSION NEUTRE OU ORGANE POLITIQUE?

Comment la prononcer davantage? Certainement pas en pensant que pour «exciter les Européens, les encourager à voter il faut une vie politique européenne davantage similaire à la vie politique nationale, et donner plus d'importance à l'axe gauche/droite». «Ce n'est pas la bonne recette», pour Mario Monti. «Avec l'élection du président de la Commission par le Parlement, on placera pendant cinq ans un président de centre-gauche ou de centre-droit qui sera soutenu par les pays de même tendance politique. La Commission est un organe politique mais l'accomplissement de sa mission sera-t-elle plus efficace si elle est de centre gauche ou droit? »

C'est pourtant ce à quoi rêvent les parlementaires européens. Guy Verhofstadt (ADLE, Belgique), qui introduisait la discussion, estime possible de créer un demos par des listes transnationales européennes ou des partis politiques européens forts. Martin Schulz, président du Parlement, indiquait, lors d'une conférence de presse le 25 janvier dernier, fonder beaucoup d'espoirs dans les élections européennes de 2014 puisque la présentation de candidats par famille politique pour la présidence de la Commission permettra de personnaliser les enjeux.

Le Traité de Lisbonne prévoit en effet que pour la première fois en 2014 le président de la Commission sera officiellement élu par une majorité qualifiée du PE sur la proposition du Conseil européen qui devra tenir compte des résultats électoraux. Par une résolution parlementaire du 22 novembre 2012, les députés appellent les partis politiques européens à nommer leur propre candidat pour la présidence de la Commission.

D'après M. Schulz, inciter les gens à voter aux européennes ne rime à rien s'il n'y a pas d'enjeux politiques. De la même façon qu'on ne demande pas aux électeurs

d'élire la chambre des communes en Angleterre ou le Bundestag en Allemagne, on ne peut pas espérer qu'en leur demandant d'élire le Parlement européen cela suscite beaucoup d'intérêts. On vote pour élire Hollande contre Sarkozy, ou Monti plutôt que Berlusconi, dit-il.

Les auteurs font pourtant valoir que le rôle que l'on a donné à la Commission implique la neutralité. « On lui demande de contrôler les budgets nationaux de manière neutre, de faire une politique de concurrence qui soit neutre et à la fois on lui demande d'être plus politique, c'est contradictoire ». Par ailleurs le niveau européen a été conçu pour le long terme, pour s'occuper de sujets transnationaux comme l'environnement. « Nous y sommes davantage à l'abri des poussées électorales court-termistes ».

DOUBLE DISCOURS

Si « l'Europe apparaît aux citoyens comme quelque chose de froid qui impose quelque chose d'encore plus froid », comme le pense Daniel Cohn-Bendit (Verts, France), pour M. Monti c'est dû à la substance des décisions prises en ce moment qui visent l'austérité et la discipline budgétaire. Mais cela tient aussi au manque d'appropriation par les autorités nationales, ajoute-t-il. Les ministres des pays européens parlent de « eux » et « nous ». Dans un double discours, ils attribuent toutes les mauvaises décisions à l'Europe. « Moi je ne dis jamais il faut faire cela parce que Bruxelles nous l'impose' mais parce que c'est pour le bien de nos enfants ». Il ajoute à quelques jours du Conseil européen des 7-8 février qui vise un accord sur les perspectives financières 2014-2020: « La cohérence c'est également que le langage tenu sur la croissance soit en phase avec le cadre financier ». Mario Monti, le bon élève de l'Europe.